

El moudjahid

PUBLIE LE : 20-04-2016

les Débats du FCE, Emprunt obligataire : Aucun impact sur la Bourse

«La Bourse doit être plus visible. Un travail de terrain est nécessaire pour montrer aux opérateurs économiques ce qu'elle peut leur offrir», a déclaré, hier, le directeur général de la Bourse d'Alger.

Un nouveau système de cotation sera lancé prochainement

«La Bourse doit être plus visible. Un travail de terrain est nécessaire pour montrer aux opérateurs économiques ce qu'elle peut leur offrir», a déclaré, hier, le directeur général de la Bourse d'Alger. S'exprimant en marge des Débats du FCE, Yazid Benmouhoub a souligné que «pour redynamiser et renforcer son déploiement sur le terrain, la Bourse d'Alger sera doté prochainement d'un nouveau système de cotation». Il dit, dans ce sens, qu'«à travers ce dernier, nous allons passer de deux séances par semaine, à six séances, et élargir, en conséquences, la diffusion de l'information». Ce système, a-t-il ajouté, permettra également aux investisseurs de «gagner en visibilité, en gouvernance, en matière d'accès au partenariat et au financement».

«Dans le cadre de notre démarche, nous comptons convaincre les investisseurs et les PME à rejoindre la Bourse, du fait que les PME en Algérie, c'est d'abord des entreprises familiales ; nous avons réellement rencontré un grand problème pour les introduire en Bourse», a fait savoir Benmouhoub, qui a reconnu que «ce n'est pas facile de convaincre les chefs d'entreprise d'ouvrir leur capital à des personnes étrangères».

Regrettant le «désintérêt » de la PME de rentrer dans la Bourse, malgré le fait que celle-ci constitue un moyen primordial qui permettra la «pérennisation» de ces entreprises, l'invité des Débats du FCE a mis l'accent sur la formation en indiquant qu'au niveau de son entreprise, un intérêt certain est accordé pour la formation. D'ailleurs, a-t-il ensuite ajouté, «dans notre plan d'action, plusieurs sessions de formation sont programmées». Il a rappelé, à ce propos, que la semaine passée, une convention a été signée avec l'université de Sétif (la faculté des sciences économiques). Un accord de partenariat qui a, notamment pour objectif de partager avec le monde universitaire, les problématiques des marchés financiers et essayer de trouver ensemble des solutions adéquates. S'agissant du lancement de l'emprunt obligataire national, le DG de la SGBV a qualifié celui-ci de «bonne option», ajoutant que «la démarche est importante, surtout du fait qu'elle va sûrement permettre de drainer et de capter l'épargne publique, et d'encourager la solidarité nationale pour financer et parachever les grands projets structurants».

«Cet emprunt obligataire, surtout dans le contexte actuel où le marché des finances a connu une évolution remarquable, constituera un élément important dans la croissance de l'économie nationale. L'emprunt ne passe pas par la Bourse, mais il est précisé que les obligations acquises sont aisément transformables entre les souscripteurs», a expliqué l'expert qui a souligné que «l'emprunt ne peut pas influencer négativement sur le développement de la Bourse».

Dans ce cas de figure, a-t-il souligné, «nous sommes dans une situation où tout un chacun doit chercher à trouver le meilleur moyen pour faire fructifier son argent». Et de relever que «l'argent

collecté à travers cette opération sera orienté vers les projets structurants». Dans cet optique, M. Benmouhoub mettra en exergue le fait que «c'est l'État qui émet des actions, soit en direction des institutionnels, soit pour le grand public, avec un taux d'intérêt de 5%». L'emprunt en question «est garanti, car il est souverain». L'invité du Forum n'a pas manqué d'insister sur la nécessité d'encourager et de mettre les moyens nécessaires pour chercher d'autres produits innovants afin de développer notre économie. M. Benmouhoub dit qu'«il serait idéal aussi de permettre à des fonds étrangers de venir investir sur la place d'Alger, ce qui garantirait une disponibilité de liquidités et limiterait les risques de change». Enfin, l'expert a tenu à saluer l'initiative lancée récemment par le Forum des chefs d'entreprise concernant la mise en place d'un fonds d'investissement «Jill FCE» au profit de jeunes entrepreneurs.

Makhlouf Ait Ziane